

Art. 2. Dans l'article 71 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, modifié par la loi du 20 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 5° est remplacé par ce qui suit :

“5° peut encore effectuer au moins cinq années de service complètes avant l'âge obligatoire de mise à la retraite.”;

2° l'alinéa 3 est complété par les mots “ni au titulaire d'un mandat de chef de corps dans une zone de police fusionnant avec une ou plusieurs zones de police qui postule au mandat de chef de corps dans la nouvelle zone de police résultant de cette fusion”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be) :
Documents : 54-2385 – 2016/2017
Compte rendu intégral : 11 mai 2017

Art. 2. In artikel 71 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, gewijzigd bij de wet van 20 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt :

“5° nog ten minste vijf volle dienstjaren kan vervullen voor de verplichte leeftijd van opruststelling.”;

2° het derde lid wordt aangevuld met de woorden “noch op de titularis van een mandaat van korpschef in een politiezone die met één of meerdere politiezones wordt samengesmolten en die het mandaat van korpschef in de nieuwe politiezone die voortvloeit uit die samensmelting solliciteert”.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be) :
Stukken : 54-2385 – 2016/2017
Integraal verslag : 11 mei 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/12672]

17 MAI 2017. — Loi modifiant diverses lois en vue de compléter la procédure de dissolution judiciaire des sociétés. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 12 juin 2017, pp. 63589-63592, il y a lieu d'ajouter la note suivante :

—
Note

Chambre des représentants
(www.lachambre.be) :
Documents : 54-1940 (2015-2016)
Compte rendu intégral : 4 mai 2017

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/12672]

17 MEI 2017. — Wet tot wijziging van diverse wetten met het oog op de aanvulling van de gerechtelijke ontbindingsprocedure van vennootschappen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 2017, pp. 63589-63592, moet de volgende nota toegevoegd worden :

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be) :
Stukken : 54-1940 (2015-2016)
Integraal verslag : 4 mei 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/12744]

14 JUIJN 2017. — Arrêté royal portant exécution des articles 32quater/1, § 1^{er}, et 32quater/2, §§ 1^{er} et 6, du Code judiciaire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 32quater/1, § 1^{er}, et 32quater/2, §§ 1^{er} et 6, du Code judiciaire, inséré par la loi du 4 mai 2016 relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice ;

Vu l'avis n° 46/2016 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 31 août 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 janvier 2017 ;

Vu l'avis 60805/2 du Conseil d'État, donné le 1^{er} février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/12744]

14 JUNI 2017. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van de artikelen 32quater/1, § 1 en 32quater/2, §§ 1 en 6 van het Gerechtelijk Wetboek

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 32quater/1, § 1 en 32quater/2, §§ 1 en 6 van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij wet van 4 mei 2016 houdende internering en diverse bepalingen inzake justitie;

Gelet op het advies nr. 46/2016 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 31 augustus 2016;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën gegeven op 3 januari 2017;

Gelet op advies 60805/2 van de Raad van State, gegeven op 1 februari 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 27 avril 2017 ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *La signification à l'adresse judiciaire électronique*

Article 1^{er}. L'huissier de justice qui, en exécution de l'article 32^{quater}/1, § 1^{er}, du Code judiciaire, souhaite procéder à une signification par voie électronique à une adresse judiciaire électronique, envoie à l'adresse judiciaire électronique attribuée au destinataire un avis de signification par voie électronique, par le biais du Registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice visé à l'article 32^{quater}/2, § 1^{er} du Code judiciaire.

Art. 2. Cet avis de signification contient au moins les mentions suivantes :

1° dans l'objet de la demande, le texte suivant : « Avis de signification par voie électronique par l'huissier de justice X », dans lequel « X » est remplacé par le nom et le prénom de l'huissier de justice qui veut procéder à la signification ;

2° le texte suivant : « Une signification par voie électronique est réalisée par la mise à disposition électronique d'un acte par l'huissier de justice et a pour conséquence que vous êtes officiellement informé du contenu de cet acte. » ;

3° les nom, prénom et l'adresse de l'étude de l'huissier de justice qui veut procéder à la signification ;

4° le texte suivant : « L'acte signifié ne peut être consulté que par le détenteur de l'adresse judiciaire électronique, au moyen de sa carte d'identité électronique. Vous avez la possibilité d'imprimer et de conserver l'acte. » ;

5° après la signification ou la consultation de l'acte, les données suivantes sont enregistrées dans le registre :

a) si l'acte est destiné à une personne physique : le nom, le prénom et le numéro de registre national ou numéro de registre BIS ;

b) si l'acte est destiné à une personne morale : le nom de la société, la forme de la société et le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises et les nom, prénom et numéro de registre national ou numéro de registre BIS de la personne physique qui a consulté cet acte pour cette personne morale ;

c) le moment auquel l'avis de signification par voie électronique a été envoyé et le moment auquel l'acte a été consulté ;

6° le texte suivant : « Ces données seront conservées durant trente ans dans le registre. Vous avez droit à tout moment à la consultation et à la correction des données personnelles traitées. » ;

7° le texte suivant : « Si vous n'avez pas ouvert l'acte qui vous a été signifié dans les vingt-quatre heures de l'envoi de l'avis de signification par voie électronique, l'huissier de justice vous adressera encore un courrier ordinaire pour vous informer de l'envoi de cette signification à votre adresse judiciaire électronique. ».

CHAPITRE II. — *Mode de consentement à la signification par voie électronique*

Art. 3. L'huissier de justice qui, en exécution de l'article 32^{quater}/1, § 1^{er}, du Code judiciaire, souhaite procéder à une signification par voie électronique à une autre adresse électronique que l'adresse judiciaire électronique, envoie, par le biais du Registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice, une demande de consentement à la signification par voie électronique à une adresse électronique qui figure sur la liste des adresses d'élection de domicile électroniques dans ce registre ou, à défaut, à une adresse électronique que l'huissier de justice présume être utilisée par le destinataire.

Art. 4. Cette demande contient au moins les mentions suivantes :

1° dans l'objet de la requête, le texte suivant : « Demande de consentement à la signification par voie électronique par l'huissier de justice X », dans lequel « X » est remplacé par le nom et le prénom de l'huissier de justice qui veut procéder à la signification ;

2° le texte suivant : « Une signification par voie électronique est réalisée par la mise à disposition électronique d'un acte par l'huissier de justice et a pour conséquence que vous êtes officiellement informé du contenu de cet acte. » ;

3° les nom, prénom et l'adresse de l'étude de l'huissier de justice qui veut procéder à la signification ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 27 april 2017;

Op voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De betekening op het gerechtelijk elektronisch adres*

Artikel 1. De gerechtsdeurwaarder die in uitvoering van artikel 32^{quater}/1, § 1 van het gerechtelijk wetboek een betekening op elektronische wijze wenst uit voeren op een gerechtelijk elektronisch adres, zendt naar het gerechtelijk elektronisch adres dat aan de bestemming werd toegewezen een bericht tot betekening op elektronische wijze via het centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders, zoals bedoeld in artikel 32^{quater}/2, § 1 van het Gerechtelijk wetboek.

Art. 2. Dit bericht van betekening bevat minstens volgende vermeldingen :

1° in het onderwerp van het verzoek, de volgende tekst : "Bericht tot betekening op elektronische wijze door gerechtsdeurwaarder X", waarbij "X" wordt vervangen door de naam en de voornaam van de gerechtsdeurwaarder die de betekening wil uitvoeren;

2° de volgende tekst : "Een betekening op elektronische wijze gebeurt door het elektronisch ter beschikking stellen van een akte door een gerechtsdeurwaarder en heeft tot gevolg dat u officieel in kennis wordt gesteld van de inhoud van deze akte." ;

3° de naam, voornaam en kantooradres van de gerechtsdeurwaarder die de betekening wil uitvoeren;

4° de volgende tekst : "De betekende akte kan enkel worden geraadpleegd door de houder van het gerechtelijk elektronisch adres door middel van zijn elektronische identiteitskaart. U beschikt over de mogelijkheid om de akte af te drukken en te bewaren." ;

5° na de betekening of raadpleging van de akte worden volgende gegevens opgeslagen in het register :

a) indien de akte voor een natuurlijke persoon bestemd is : de naam, de voornaam en het rijksregisternummer of bisregisternummer ;

b) indien de akte voor een rechtspersoon bestemd is : de ondernemingsnaam, -vorm en inschrijvingsnummer in de kruispuntbank van de ondernemingen en de naam, voornaam en rijksregisternummer of bisregisternummer van de natuurlijke persoon die voor deze rechtspersoon de akte heeft geraadpleegd ;

c) het tijdstip waarop het bericht tot betekening op elektronische wijze werd verzonden en het tijdstip waarop de akte werd geraadpleegd ;

6° de volgende tekst : "Deze gegevens zullen gedurende dertig jaar worden bewaard in het register. U hebt te allen tijde recht op inzage en verbetering van de verwerkte persoonsgegevens." ;

7° de volgende tekst : "Indien u de aan u betekende akte niet hebt geopend binnen de vierentwintig uren na de verzending van het bericht tot betekening op elektronische wijze, ontvangt u van de gerechtsdeurwaarder nog een brief per gewone post om deze betekening op uw gerechtelijk elektronisch adres te melden.".

HOOFDSTUK II. — *Wijze van toestemmen tot betekening op elektronische wijze*

Art. 3. De gerechtsdeurwaarder die in uitvoering van artikel 32^{quater}/1, § 1 van het gerechtelijk wetboek een betekening op elektronische wijze wenst uit te voeren op een ander elektronisch adres dan het gerechtelijk elektronisch adres, zendt via het centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders een verzoek tot toestemming tot betekening op elektronische wijze naar een elektronisch adres dat voorkomt in de lijst van de adressen van elektronische woonstkeuze in dit register of, bij gebreke hieraan, naar een elektronisch adres waarvan de gerechtsdeurwaarder vermoedt dat het door de bestemming wordt gebruikt.

Art. 4. Dit verzoek bevat minstens volgende vermeldingen :

1° in het onderwerp van het verzoek, de volgende tekst : "Verzoek tot toestemming tot betekening op elektronische wijze door gerechtsdeurwaarder X", waarbij "X" wordt vervangen door de naam en de voornaam van de gerechtsdeurwaarder die de betekening wil uitvoeren ;

2° de volgende tekst : "Een betekening op elektronische wijze gebeurt door het elektronisch ter beschikking stellen van een akte door een gerechtsdeurwaarder en heeft tot gevolg dat u officieel in kennis wordt gesteld van de inhoud van deze akte." ;

3° de naam, voornaam en kantooradres van de gerechtsdeurwaarder die de betekening wil uitvoeren ;

4° le texte suivant : « Pour pouvoir recevoir une signification électronique, vous devez d'abord donner votre consentement dans les vingt-quatre heures de la réception de la demande de consentement. » ;

5° le texte suivant : « Vous n'êtes pas obligé de donner votre consentement. Si vous n'êtes pas d'accord avec la signification par voie électronique, cela a pour seule conséquence que vous ne pourrez pas consulter l'acte de manière électronique, mais que l'huissier de justice vous signifiera celui-ci par une voie non électronique visée aux articles 32 et suivants du Code judiciaire » ;

6° le texte suivant : « Une fois que vous consentez à la signification par voie électronique, vos identité et qualité doivent d'abord être établies et contrôlées pour assurer que l'acte vous est bien destiné.

S'il apparaît que l'acte ne vous est pas destiné, vous ne recevrez pas d'accès. Vous ne devez pas tenir compte de la demande de signification par la voie électronique et pouvez la supprimer. Aucune de vos données personnelles n'est conservée. Vous recevrez encore un message séparé dans lequel il est confirmé que l'acte ne vous était pas destiné et qu'il n'y aura aucune conséquence ultérieure.

Si vous êtes bien le destinataire de l'acte, vous avez la possibilité de l'imprimer ou de le conserver et les données suivantes seront sauvegardées dans le registre :

a) votre adresse d'élection de domicile électronique ;

b) si l'acte est destiné à une personne physique : le nom, le prénom et le numéro de registre national ou numéro de registre BIS ;

c) si l'acte est destiné à une personne morale : le nom de la société, la forme de la société et le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises et les nom, prénom et numéro de registre national ou numéro de registre BIS de la personne physique qui a consenti pour cette personne morale à la demande de signification par voie électronique ;

d) le moment auquel la demande de consentement vous a été envoyée et le moment où vous l'avez ouverte ;

e) le moment auquel votre identité et qualité ont été établies et le moment où vous avez donné votre consentement à la signification par voie électronique ;

f) le moment auquel vous avez ouvert l'acte.

Ces données seront conservées durant trente ans dans le registre. Vous avez droit à tout moment à la consultation et à la correction des données personnelles traitées. ».

Art. 5. Le destinataire qui a reçu d'un huissier de justice une demande de consentement à la signification par voie électronique et y consent doit s'identifier par l'application des techniques informatiques munies d'un niveau de sécurité adéquat et doit s'authentifier par le biais du registre pour que la signification par voie électronique puisse avoir lieu.

Art. 6. Lorsqu'il apparaît, lors de l'identification, que l'acte à signifier n'est pas destiné à la personne identifiée, le destinataire en est informé par le message suivant : « Après votre identification, il est apparu que l'acte qui doit être signifié par l'huissier de justice ne vous est pas destiné. C'est la raison pour laquelle vous ne recevez pas d'accès. Il n'y a pas d'autres conséquences pour vous et vous pouvez supprimer la demande de consentement à la signification par voie électronique. Vos données personnelles ne seront pas conservées. ».

Art. 7. La signification par voie électronique ne peut avoir lieu que lorsque le destinataire, après son identification et authentification, conformément à l'article 3, a déclaré être d'accord avec le message suivant :

« Si vous confirmez votre consentement à cette signification par voie électronique, vous serez dirigé vers une page sécurisée contenant l'acte qui vous est destiné.

En confirmant votre consentement, la signification par voie électronique sera réputée accomplie à la date à laquelle l'huissier de justice vous a envoyé la demande de consentement à la signification par voie électronique.

Si vous ne confirmez pas votre consentement, l'acte pourra encore vous être signifié, le cas échéant, par une voie non électronique. ».

4° de volgende tekst : "Om een betekening elektronisch te kunnen ontvangen, moet u eerst uw toestemming geven binnen de vierentwintig uren na ontvangst van het verzoek tot toestemming";

5° de volgende tekst : "U bent niet verplicht uw toestemming te geven. Wanneer u niet akkoord gaat met deze betekening op elektronische wijze heeft dit enkel tot gevolg dat u de akte niet elektronisch zal kunnen raadplegen, maar dat de gerechtsdeurwaarder deze op een niet elektronische wijze, zoals bepaald in de artikelen 32 en volgende van het gerechtelijk wetboek aan de geadresseerde zal betekenen";

6° de volgende tekst : "Wanneer u toestemt met de betekening op elektronische wijze dient eerst uw identiteit en hoedanigheid nog te worden vastgesteld en gecontroleerd om te verzekeren dat de akte wel degelijk voor u bestemd is.

Indien hieruit blijkt dat de akte niet voor u is bestemd, zal u geen verdere toegang krijgen. U hoeft verder geen rekening te houden met het verzoek tot betekening op elektronische wijze en mag dit verwijderen. Er worden geen persoonsgegevens van u bewaard. U ontvangt nog een apart bericht waarin wordt bevestigd dat de akte niet voor u bestemd was en er geen verdere gevolgen zijn.

Indien u wel de bestemming bent van de akte beschikt u over de mogelijkheid om de akte af te drukken of te bewaren en zullen volgende gegevens worden opgeslagen in het register :

a) uw adres van elektronische woonstkeuze;

b) indien de akte voor een natuurlijke persoon bestemd is : de naam, de voornaam en het rijksregisternummer of bisregisternummer;

c) indien de akte voor een rechtspersoon bestemd is: de ondernemingsnaam, -vorm en inschrijvingsnummer in de kruispuntbank van de ondernemingen en de naam, voornaam en rijksregisternummer of bisregisternummer van de natuurlijke persoon die voor deze rechtspersoon heeft toegestemd tot het verzoek tot betekening op elektronische wijze;

d) het tijdstip waarop het verzoek tot toestemming aan u werd verzonden en waarop u het hebt geopend;

e) het tijdstip waarop uw identiteit en hoedanigheid werd vastgesteld en het tijdstip waarop u uw toestemming tot betekening op elektronische wijze hebt gegeven;

f) het tijdstip waarop u de akte heeft geopend.

Deze gegevens zullen gedurende dertig jaar worden bewaard in het register. U hebt te allen tijde recht op inzage en verbetering van de verwerkte persoonsgegevens."

Art. 5. De geadresseerde die een verzoek tot toestemming tot betekening op elektronische wijze van een gerechtsdeurwaarder heeft ontvangen en hiermee akkoord gaat, dient zich door toepassing van informatietechnieken met een passend beveiligingsniveau te identificeren en dient zich te authenticeren middels het register voor de betekening op elektronische wijze kan plaatsvinden.

Art. 6. Wanneer uit de identificatie blijkt dat de te betekenen akte niet voor de geïdentificeerde persoon is bestemd, wordt de geadresseerde hiervan op de hoogte gebracht door volgend bericht : "Na uw identificatie is gebleken dat de akte die door de gerechtsdeurwaarder moet worden betekend niet voor u bestemd is. Om deze reden krijgt u geen verdere toegang. Er zijn geen verdere gevolgen voor u en u mag het verzoek tot toestemming tot betekening op elektronische wijze verwijderen. Er worden geen persoonsgegevens van u bewaard."

Art. 7. De betekening op elektronische wijze kan slechts dan plaatsvinden wanneer de geadresseerde zich na zijn identificatie en authenticatie, zoals bedoeld in artikel 3, akkoord heeft verklaard met volgend bericht :

"Wanneer u uw toestemming tot deze betekening op elektronische wijze bevestigt, zal u worden geleid naar een beveiligde pagina met daarop de voor u bestemde akte.

Door uw toestemming te bevestigen, zal de betekening op elektronische wijze zijn gebeurd op de datum waarop de gerechtsdeurwaarder u het verzoek tot toestemming tot betekening op elektronische wijze heeft verzonden.

Indien u uw toestemming niet bevestigt, zal de akte alsnog aan u ook betekend kunnen worden, desgevallend op een niet-elektronische wijze."

CHAPITRE III

Communications après une signification par voie électronique

Art. 8. Chaque fois qu'une signification par voie électronique est accomplie, le destinataire reçoit, à l'adresse judiciaire électronique ou à l'adresse d'élection de domicile électronique, un message contenant au moins les mentions suivantes :

1° la mention du fait que l'acte qui est signifié sera conservé dans le registre, tout comme son contenu, à savoir :

a) concernant les personnes physiques, les nom, prénom et numéro de registre national ou numéro de registre BIS;

b) concernant les personnes morales, le nom, la forme de l'entreprise et le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises ;

c) le moment de l'envoi et, le cas échéant, de l'ouverture de la demande de consentement à la signification par voie électronique ;

d) le cas échéant, le moment auquel le destinataire a été identifié ;

e) le cas échéant, le moment auquel le destinataire a donné son consentement à la signification par voie électronique ;

f) le cas échéant, le moment auquel le destinataire a ouvert l'acte dans le registre ;

2° la mention du fait que l'adresse d'élection de domicile électronique sera enregistrée et conservée ;

3° la mention du fait que les personnes suivantes ont accès aux données enregistrées : les huissiers de justice qui ont procédé à la signification par voie électronique et, pour autant que cela concerne une signification, qui relève de leur compétence, les magistrats de l'ordre judiciaire visés à l'article 58bis du Code judiciaire, les greffiers et les secrétaires du parquet, ainsi que le préposé à la protection des données dans l'exercice de sa mission ;

4° la mention du fait que les données enregistrées seront conservées trente ans ;

5° la mention du fait que la Chambre Nationale des Huissiers de Justice est le responsable du traitement des données personnelles tel que visé dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

6° la mention du fait que le destinataire, conformément à l'article 10 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, a le droit de consulter les données enregistrées.

CHAPITRE IV. — *Liste des adresses d'élection de domicile électronique*

Art. 9. Lorsqu'une signification par voie électronique a eu lieu, l'adresse d'élection de domicile électronique est enregistrée pendant trente ans dans la liste destinée à cet effet et conservée pendant trente ans.

Art. 10. L'huissier de justice peut, dans l'exécution de ses missions légales, consulter la liste via l'application de techniques informatiques munies d'un niveau de sécurité adéquat, permettant d'établir un rapport entre le numéro de registre national, le numéro de registre BIS ou le numéro de Banque-Carrefour des Entreprises et la liste des adresses d'élection de domicile électroniques.

CHAPITRE V. — *Registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice*

Art. 11. Tous les actes qui sont signifiés par voie électronique, de même que tous les actes authentiques des huissiers de justice qui, après leur signification, sont dématérialisés, sont conservés dans le Registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice, au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques munies d'un niveau de sécurité adéquat.

Art. 12. Lorsque les actes ont été signifiés par voie électronique, les données suivantes sont enregistrées dans le Registre central des actes dématérialisés :

1° la date et le moment auxquels l'huissier de justice a envoyé la demande de consentement ;

2° les nom, prénom et adresse de l'étude de l'huissier de justice qui a envoyé la demande de consentement ;

3° le cas échéant, la date et le moment auxquels le destinataire a ouvert la demande de consentement ;

HOOFDSTUK III

Mededelingen na een betekening op elektronische wijze

Art. 8. Telkens wanneer een betekening op elektronische wijze werd verricht, ontvangt de geadresseerde op het gerechtelijk elektronisch adres of op het adres van elektronische woonstkeuze een bericht met minstens volgende vermeldingen :

1° de vermelding dat de akte die werd betekend, zal worden bewaard in het register, alsook haar inhoud, waaronder :

a) bij natuurlijke personen, de naam, voornaam en rijksregister-nummer of bisregisternummer;

b) bij rechtspersonen, de ondernemingsnaam, -vorm en het inschrijvingsnummer in de kruispuntbank der ondernemingen;

c) het tijdstip van verzending en in voorkomend geval van opening van het verzoek tot toestemming van de betekening op elektronische wijze;

d) in voorkomend geval het tijdstip waarop de geadresseerde werd geïdentificeerd;

e) in voorkomend geval het tijdstip waarop de geadresseerde zijn toestemming tot de betekening op elektronische wijze heeft gegeven;

f) in voorkomend geval de tijdstippen waarop de geadresseerde de akte heeft geopend in het register;

2° de vermelding dat het adres van elektronisch woonstkeuze zal worden geregistreerd en bijgehouden;

3° de vermelding dat volgende personen toegang hebben tot de geregistreerde gegevens: de gerechtsdeurwaarders door wiens tussenkomst de betekening op elektronische wijze heeft plaatsgevonden en, voor zover het betrekking heeft op betekeningen die onder hun bevoegdheid vallen, de magistraten van de gerechtelijke orde bedoeld in artikel 58bis van het Gerechtelijk Wetboek, de griffiers en de parketsecretarissen, alsook de aangestelde voor de gegevensbescherming in de uitoefening van diens opdracht;

4° de vermelding dat de geregistreerde gegevens dertig jaar zullen worden bewaard;

5° de vermelding dat de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders de verantwoordelijke is voor de verwerking van de persoonsgegevens zoals bedoeld in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

6° de vermelding dat de geadresseerde, conform artikel 10 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, het recht heeft om inzage te krijgen van de geregistreerde gegevens.

HOOFDSTUK IV. — *Lijst van adressen van elektronische woonstkeuze*

Art. 9. Wanneer een betekening op elektronische wijze heeft plaatsgevonden, wordt het adres van elektronische woonstkeuze opgeslagen in de daartoe bestemde lijst en gedurende dertig jaar bewaard.

Art. 10. De gerechtsdeurwaarder kan in de uitvoering van zijn wettelijke opdrachten de lijst raadplegen via de toepassing van informaticatechnieken met passend beveiligingsniveau waarbij er een verband wordt gelegd tussen het rijksregister, het bisregister of de kruispuntbank van de ondernemingen en de lijst van adressen van elektronische woonstkeuze.

HOOFDSTUK V. — *Centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders*

Art. 11. Alle akten die elektronisch werden betekend, alsook alle authentieke akten van gerechtsdeurwaarders die na hun betekening gedematerialiseerd werden, worden bewaard in het Centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken met passend beveiligingsniveau worden gebruikt.

Art. 12. Wanneer de akten betekend werden op elektronische wijze, worden volgende gegevens in het Centraal register van gedematerialiseerde akten geregistreerd :

1° de datum en het tijdstip waarop de gerechtsdeurwaarder het verzoek tot toestemming heeft verstuurd;

2° de naam, voornaam en kantooradres van de gerechtsdeurwaarder die het verzoek tot toestemming heeft verstuurd;

3° in voorkomend geval de datum en het tijdstip waarop de bestemming het verzoek tot toestemming heeft geopend;

4° le cas échéant, la date et le moment auxquels le destinataire s'est identifié dans le Registre central des actes dématérialisés ;

5° le cas échéant, la date et le moment auxquels le destinataire s'est authentifié dans le Registre central des actes dématérialisés ;

6° le cas échéant, la date et le moment auxquels le destinataire a donné son consentement à la signification par voie électronique ;

7° le cas échéant, la date et le moment auxquels le destinataire a ouvert l'acte, chaque fois qu'il a été ouvert ;

8° l'acte qui a été signifié de manière électronique ;

9° la mention du type d'acte qui a été signifié ;

10° le montant des coûts et la composition de ce montant suite à la signification par voie électronique ;

11° les nom, prénom et numéro de registre national ou le numéro de registre BIS du (ou des) donneur(s) d'ordre, lorsque cela concerne une personne physique, et le nom et la forme d'entreprise, le siège social ou le siège d'exploitation ainsi que le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises lorsque cela concerne une personne morale ;

12° les nom et prénom, numéro de registre national ou numéro BIS, et l'adresse du destinataire lorsque cela concerne une personne physique, et le nom et la forme d'entreprise, le siège social ou le siège d'exploitation et le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises lorsque cela concerne une personne morale.

Art. 13. Dans les plus brefs délais et au plus tard endéans les trois jours calendrier après la date de la signification, l'huissier de justice qui a signifié l'acte par voie non électronique doit en tous les cas l'envoyer dans la forme dématérialisée au Registre central des actes dématérialisés. La Chambre nationale des huissiers de justice peut réaliser un contrôle sur la similarité entre les actes papier et les actes dématérialisés.

Art. 14. Dans ce registre, les données suivantes sont enregistrées :

1° la date et le moment auxquels l'acte a été signifié ;

2° le mode de signification de l'acte ;

3° les nom, prénom et adresse de l'étude de l'huissier de justice qui a effectué la signification ;

4° le montant des coûts et la composition de ce montant suite à la signification par voie électronique ;

5° la copie digitale de l'acte qui a été signifié ;

6° la mention du type d'acte qui a été signifié ;

7° les nom, prénom et le numéro de registre national ou le numéro de registre BIS du (ou des) donneur(s) d'ordre, lorsque cela concerne une personne physique, et le nom et la forme d'entreprise, ainsi que le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises lorsque cela concerne une personne morale ;

8° les nom, prénom, le numéro de registre national ou le numéro de registre BIS, et l'adresse du destinataire lorsque cela concerne une personne physique, et le nom et la forme d'entreprise, le siège social ou le siège d'exploitation et le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises lorsque cela concerne une personne morale.

CHAPITRE VI. — Banque de données authentiques

Art. 15. Pour une signature électronique des huissiers de justice et des magistrats, visée à l'article 58bis du Code judiciaire, la qualité du signataire de l'acte authentique est, en application de l'article 1317, dernier alinéa, du Code civil, contrôlée au moyen d'une liste d'huissiers de justice et d'une liste des magistrats appelés à signer par voie électronique dans l'exercice de leur fonction, figurant dans le registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice, visé à l'article 32quater/2 § 1^{er} du Code judiciaire.

CHAPITRE VII. — Exécution

Art. 16. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

4° in voorkomend geval de datum en het tijdstip waarop de bestemming zich geïdentificeerd heeft bij het Centraal register van gedematerialiseerde akten;

5° in voorkomend geval de datum en het tijdstip waarop de bestemming zich geauthenticeerd heeft bij het Centraal register van gedematerialiseerde akten;

6° in voorkomend geval de datum en het tijdstip waarop de bestemming zijn toestemming met de betekening op elektronische wijze heeft gegeven;

7° in voorkomend geval de datum en het tijdstip waarop de bestemming de akte heeft geopend;

8° de akte die op elektronische wijze werd betekend;

9° de vermelding welke soort akte werd betekend;

10° het bedrag van de kosten en de samenstelling van dit bedrag ingevolge de betekening op elektronische wijze;

11° van de opdrachtgever(s) : de naam, voornaam en het rijksregisternummer of bisregisternummer, wanneer het een natuurlijke persoon betreft en de ondernemingsnaam, -vorm, de maatschappelijke zetel of uitbatingszetel en het inschrijvingsnummer in de kruispuntbank der ondernemingen wanneer het een rechtspersoon betreft;

12° van de bestemming: de naam en voornaam, het rijksregisternummer of bisregisternummer, en het adres wanneer het een natuurlijk persoon betreft en de ondernemingsnaam, -vorm, de maatschappelijke zetel of uitbatingszetel en het inschrijvingsnummer in de kruispuntbank der ondernemingen wanneer het een rechtspersoon betreft.

Art. 13. De gerechtsdeurwaarder die de akte op niet-elektronische wijze heeft betekend, dient deze zo spoedig als mogelijk en in ieder geval uiterlijk binnen drie kalenderdagen na de datum van betekening in gedematerialiseerde vorm te verzenden naar het Centraal register van gedematerialiseerde akten. De Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders kan een controle uitvoeren op de gelijkheid tussen de papieren akte en de akte in gedematerialiseerde vorm.

Art. 14. In dit register worden volgende gegevens geregistreerd:

1° de datum en het tijdstip waarop de akte werd betekend;

2° de wijze waarop de akte werd betekend;

3° de naam, voornaam en kantooradres van de gerechtsdeurwaarder die de betekening heeft uitgevoerd;

4° het bedrag van de kosten en de samenstelling ervan ingevolge de betekening;

5° een digitaal afschrift van de akte die werd betekend;

6° de vermelding welke soort akte werd betekend;

7° van de opdrachtgever(s) : de naam, voornaam en rijksregisternummer of bisregisternummer wanneer een natuurlijke persoon betreft en de ondernemingsnaam, -vorm, de maatschappelijke zetel of uitbatingszetel en het inschrijvingsnummer in de kruispuntbank der ondernemingen wanneer het een rechtspersoon betreft;

8° van de bestemming : de naam en voornaam, het rijksregisternummer of bisregisternummer, en het adres wanneer het een natuurlijk persoon betreft en de ondernemingsnaam, -vorm, de maatschappelijke zetel of uitbatingszetel en het inschrijvingsnummer in de kruispuntbank der ondernemingen wanneer het een rechtspersoon betreft.

HOOFDSTUK VI. — Authentieke gegevensbank

Art. 15. Voor een elektronische handtekening door de gerechtsdeurwaarders en de magistraten, zoals bedoeld in artikel 58bis van het Gerechtelijk wetboek, wordt de hoedanigheid van de ondertekenaar van de authentieke akte in toepassing van artikel 1317 Burgerlijk wetboek laatste lid, gecontroleerd aan de hand van een in het centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders, bedoeld in artikel 32quater/2 § 1 van het Gerechtelijk wetboek, opgenomen lijst van gerechtsdeurwaarders en lijst van die magistraten die in de uitoefening van hun ambt elektronisch dienen te handtekenen.

HOOFDSTUK VII. — Uitvoering

Art. 16. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS